

Conseiller du DASEN en matière de jeunesse, d'engagement et de sport, DSDEN de la Somme

Ref : 2023-1369541

Fonction publique

Fonction publique de l'État

Employeur

MENJ-MESR

Rectrice de la région académique des Hauts-de-France Délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et au sport des Hauts-de-France.

Localisation

20 Bd d'Alsace Lorraine,
80000 Amiens

Domaine : Direction et pilotage des politiques publiques

Date limite de candidature : 01/11/2023

Nature de l'emploi			Expérience souhaitée
Emploi ouvert aux titulaires et aux contractuels			Non renseigné
Rémunération <small>(fourchette indicative pour les contractuels)</small>	Catégorie	Management	Télétravail possible
Non renseigné	Catégorie A+ (Encadrement supérieur - Emplois de direction)	Oui	Non renseigné

Vos missions en quelques mots

Le poste est un poste fonctionnel intégré à l'équipe de direction de la DSDEN de la Somme. Sous l'autorité directe du directeur académique des services de l'éducation nationale (DASEN)

ou de la directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale (DAASEN) par délégation, le conseiller du DASEN en matière de jeunesse, d'engagement et de sports occupe les fonctions de chef de service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports. Le service JES compte 12 ETP pour la Somme.

A ce titre, il :

- participe au sein de l'équipe de direction à la définition des orientations du service et au suivi de son activité ; en particulier il recherche toutes les complémentarités et synergies avec les autres politiques publiques portées par la DSDEN dans une logique de continuité éducative ;
- met en œuvre les politiques publiques dans le champ de la jeunesse, des sports, de l'éducation populaire, de l'engagement civique et de la vie associative ;
- définit, met en œuvre et suit les plans de contrôle du service dans son champ de compétences ainsi que les mesures de police administrative ;
- représente le DASEN, à la demande de ce dernier, auprès du préfet de département qui a une autorité fonctionnelle sur le SDJES et des partenaires institutionnels (mouvement associatif départemental, mouvement sportif, associations de jeunesse et d'éducation populaire, collectivités locales, direction départementale à l'emploi, au travail et aux solidarités, caisse d'allocation familiale, etc.) ;
- est l'interlocuteur privilégié du délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES) qui assure la coordination de ces politiques publiques à l'échelle de la région.

Profil recherché

Le candidat doit disposer d'une expérience professionnelle dans le domaine des politiques publiques de la jeunesse et des sports. Il doit en outre avoir exercé des responsabilités opérationnelles.

Connaissances de l'environnement administratif, juridique, institutionnel et politique, capacités d'animation d'équipe, de conduite de projets, aptitude à la communication, à l'écoute, au dialogue, sens de la négociation, esprit d'initiative, capacité de représentation et aisance orale sont également indispensables.

Le candidat doit allier :

- Des compétences RH et d'organisation, lui permettant de diriger un service ;
- Une bonne connaissance du droit administratif et notamment des procédures de police administrative ;
- La capacité à se situer dans la gouvernance du domaine de la jeunesse, de l'engagement et des sports : DRAJES, DGSNU, DSDEN, Rectorat de l'académie d'Amiens, Rectorat de Région académique, préfecture, Ministère des sports, Ministère de l'éducation nationale, services de l'Etat, partenaires associatifs ;
- Un fort engagement dans ses missions ;
- La capacité à porter des politiques publiques et à assumer les choix institutionnels

- La capacité à conseiller le DASEN, à développer des propositions d'organisation du travail et des missions, à être force de proposition ;
- La capacité d'animation d'équipe et de conduite de projets en transversalité et synergie avec différents services de l'État ;
- Des compétences managériales affirmées ; le sens de la négociation et l'esprit d'initiative ;
- Une capacité d'adaptation démontrée ; une aptitude à la communication, à l'écoute et au dialogue ;
- Un solide sens de la posture de représentation de l'Etat ;
- Une aisance orale et écrite.

Le poste requiert :

- Une grande disponibilité et une mobilisation sur des horaires atypiques ;
- Des déplacements fréquents, y compris en week-end et en soirées ;
- La réalisation d'astreintes de direction, notamment en période de pic d'activité.

Éléments de candidature

Documents à transmettre

Pour postuler à cette offre, l'envoi du CV et d'une lettre de motivation est obligatoire

À propos de l'offre

Informations complémentaires

La procédure de recrutement se déroule selon les modalités fixées par les articles 3 à 10 du décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 modifié susmentionné ainsi qu'à l'arrêté du 31 décembre 2019 modifié. Concernant l'emploi de Conseiller de directeur académique des services de l'éducation nationale : l'autorité de recrutement est le Secrétaire général du MENJ, MESR, MSJOP ; l'autorité dont relève l'emploi à pourvoir est le DASEN de la Somme. La procédure de recrutement est la suivante : Les dossiers de candidature, constitués d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du 1er arrêté de titularisation dans un corps de fonctionnaires de la catégorie A et du dernier arrêté de promotion d'échelon dans le corps d'origine (voire dans un éventuel emploi fonctionnel), doivent parvenir au plus tard dans un délai de 15 jours qui suit la présente publication sur la place de l'emploi public, par voie hiérarchique s'agissant des fonctionnaires, des militaires, des magistrats de l'ordre judiciaire et des administrateurs des assemblées, et par courriel, à : Monsieur le Recteur de l'académie d'Amiens à l'adresse suivante : ce.recteur@ac-amiens.fr et Monsieur le Directeur académique de la Somme : ce.cab80@ac-amiens.fr - Une copie du dossier est à adresser par courriel : Au MPES : mpes.mobilite@education.gouv.fr, et à la DE1-2: de1-2candidature@education.gouv.fr

Personne à contacter : Madame la directrice académique adjointe, Nathalie.simonet@ac-amiens.fr

Conditions particulières d'exercice

Les conditions d'emploi et les modalités de recrutement sont fixées aux articles 2 à 16 du décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 relatif aux emplois de direction de l'État.

La durée d'occupation de l'emploi est de quatre ans, renouvelable une fois. La période probatoire est fixée à six mois.

L'emploi relève du groupe III des emplois fonctionnels des services déconcentrés de l'éducation nationale et du niveau 4 des emplois définis par l'arrêté du 22 novembre 2022.

Les candidates et candidats doivent remplir les conditions statutaires définies par le décret n° 2016-1413 modifié du 20 octobre 2016.

La rémunération brute annuelle dépend de l'expérience du titulaire de l'emploi. Elle comprend une part fixe brute comprise entre 28 532 € et 81 639€ et une part dépendant des fonctions, des sujétions et de l'expertise de l'emploi comprise entre 26 000€ et 63 000 €.

À l'intérieur de cette fourchette, si le titulaire de l'emploi est un fonctionnaire, sa rémunération est établie au regard de son classement dans sa grille indiciaire.

Pour les personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire, le classement est fait au regard de la durée et du niveau des expériences professionnelles antérieures en rapport avec l'emploi à pourvoir.

À cette rémunération fixe pourra être ajouté un complément indemnitaire annuel dont le montant dépend de la manière de servir. Il est versé en une seule fois.

Fondement juridique

Code général de la fonction publique

Décret n° 2016-1413 du 20 octobre 2016 relatif aux emplois fonctionnels des services déconcentrés de l'éducation nationale

Décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 modifié relatif aux emplois de direction de l'État
Arrêté du 31 décembre 2019 fixant les modalités de recrutement des emplois de direction au ministère chargé de l'éducation nationale et au ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche

Arrêté du 5 février 2021 modifié fixant la liste des emplois de CDASEN-JES

Décret n° 2022-1453 du 23 novembre 2022 relatif aux conditions de classement, d'avancement et de rémunération applicables à certains emplois supérieurs de la fonction publique de l'Etat, ensemble le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics

Arrêté du 23 novembre 2022 relatif à la répartition par niveaux des emplois relevant du décret n° 2022-1453 du 23 novembre 2022

Arrêté du 23 novembre 2022 pris pour l'application à certains emplois supérieurs de la fonction publique de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Avis de vacance au JO

Sans objet

Statut du poste

Vacant à partir du 01/01/2024

Métier de référence

Cadre dirigeant d'un service territorial

Qui sommes nous ?

Le projet académique « ambitions 2025 » insiste sur la maîtrise durable des savoirs fondamentaux, l'inclusion scolaire, la transmission des valeurs de la République, l'engagement et l'ouverture sur le monde par la culture, les langues ou le sport et l'ambition et la mobilité des parcours scolaires.

La direction des services départementaux de l'éducation nationale de la Somme comprend 85 agents.

La prise en compte de tous les temps des jeunes présents dans le département devient une réalité réaffirmée avec la présence du SDJES.

Le SDJES assure le secrétariat de la commission départementale de la jeunesse, des sports et de la vie associative et met en œuvre les politiques relatives :

Au service civique, à la réserve civique et au service national universel (SNU) ;

À la promotion, au développement, à l'organisation, à l'accès et au contrôle des activités physiques et sportives, au développement maîtrisé des sports de nature, à la prévention des incivilités et à la lutte contre la violence dans le sport ;

À la qualité éducative des accueils collectifs de mineurs et à la sécurité physique et morale des mineurs qui y sont accueillis ;

À l'animation des actions en faveur de l'engagement, de l'initiative, de l'expression, de l'information, de l'autonomie et de la mobilité internationale de la jeunesse ;

Au développement et à l'accompagnement de la vie associative, du bénévolat et du volontariat ainsi qu'à la promotion de l'éducation populaire aux différents âges de la vie.

Académie**